

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 373/ juillet 2022

# TENDANCES CONJONCTURELLES

1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

## Amorce de reprise économique sur fond de tensions inflationnistes et budgétaires

### Hausse du climat des affaires dans un contexte de sortie de crise sanitaire et de dernier référendum

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA), qui résume l'opinion des chefs d'entreprise interrogés sur la conjoncture, **gagne 8,4 points au 1<sup>er</sup> trimestre**, pour s'établir à 109,2, **un niveau nettement au-dessus de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis 2012**. Cette remontée significative fait suite à l'amélioration encore plus marquée du trimestre précédent (+10,5 pts).

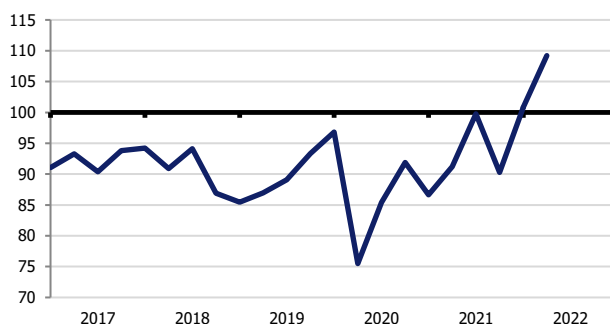
**La « composante passée » explique l'essentiel de la hausse** (6,3 points contre 1,6 au trimestre précédent). En effet, l'amélioration de la situation sanitaire, la forte hausse des cours du nickel et davantage de visibilité sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie ont créé un environnement plus favorable pour l'activité des entreprises. La composante future contribue plus modestement à l'ICA (2,1 points, contre 8,9 au trimestre précédent).

Si d'autres facteurs semblent confirmer une amorce de reprise de l'économie calédonienne (consommation, projets d'investissements...), **des vents contraires se renforcent**. Les entreprises du secteur du nickel ne profitent pas pleinement de la bonne tenue des cours en raison de contraintes locales (intempéries, problèmes sociaux, difficultés d'approvisionnements énergétiques). L'année 2022 s'ouvre également sur un nouveau contexte mondial caractérisé par de fortes tensions sur les matières premières ainsi que sur les filières d'approvisionnement. Comme d'autres économies, le territoire subit ces tensions inédites, affectant des entreprises et des ménages déjà fragilisés par la crise sanitaire. Les entreprises calédoniennes devront faire face au remboursement de leurs dettes accumulées pendant la crise sanitaire, à une hausse du coût des intrants, à une réforme fiscale ainsi qu'à l'ouverture de négociations statutaires porteuses d'incertitudes et de tensions sociales.

### Reprise de l'activité menacée par les tensions sur la trésorerie

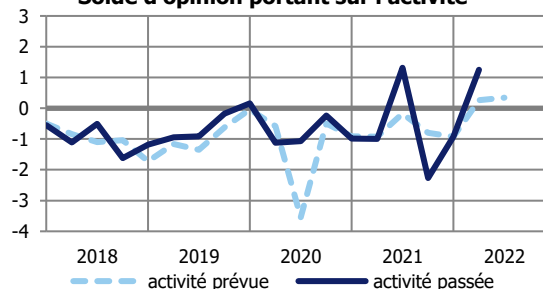
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, l'activité des entreprises bénéficie de la levée progressive de toutes les restrictions sanitaires. **Le solde d'opinion portant sur ce niveau d'activité repasse au-dessus de sa moyenne de longue période**. La part des entreprises faisant état d'une hausse et d'une stabilité est en effet supérieure à celle des trimestres précédents (59 % contre 57 % au trimestre précédent), tandis que la part des entreprises constatant une baisse diminue (41 % contre 43 % au 4<sup>e</sup> trimestre). Pour le trimestre à venir, les entreprises interrogées sont également plus nombreuses à prévoir une hausse d'activité (27 % des répondants contre 10 % aux deux trimestres précédents).

**Indicateur du climat des affaires (ICA)**  
(100=moyenne de longue période, 1999-2022)



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'I'EOM

**Solde d'opinion portant sur l'activité**



Source : Enquête de conjoncture de l'I'EOM, CVS

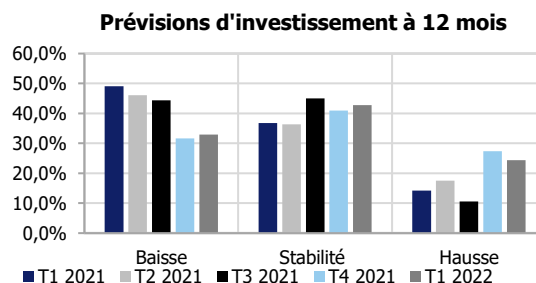
Toutefois, malgré ce contexte plus favorable, **les tensions sur la trésorerie des entreprises restent fortes**. Si 9 % des entreprises interrogées déclarent bénéficier d'une amélioration de leur trésorerie (contre 0 au précédent trimestre), plus de la moitié d'entre elles subissent une dégradation.

De plus, la part des entreprises craignant une défaillance au cours des 12 prochains mois reste élevée : 1/4 d'entre elles, avec des taux proches de 50 % dans le secteur du tourisme et de l'agriculture, pêche et aquaculture. Cette situation risque de s'aggraver avec la hausse des prix et l'érosion potentielle des marges des entreprises.

## Des perspectives d'investissement incertaines

**Le niveau d'investissement des entreprises demeure faible** au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. La production de crédits d'équipements diminue de 23 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2021.

**La majorité des entreprises reste très prudente sur les prévisions d'investissement** : 43% anticipe une stabilité et 33% projette une baisse des investissements sur les 12 prochains mois.

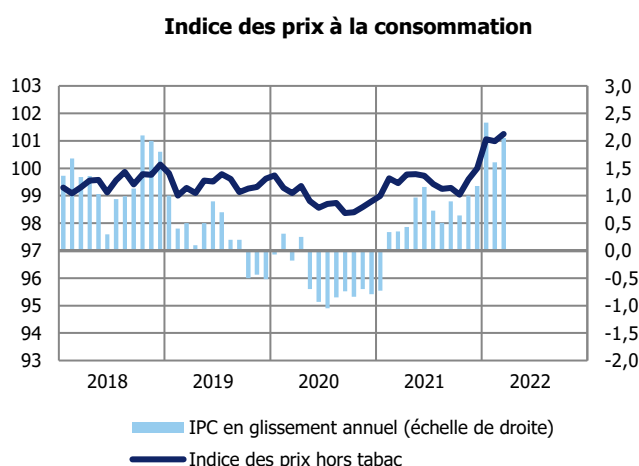


Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

## Une inflation croissante et au centre des préoccupations

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, **l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente** de 1,8 %. Après une stabilisation au trimestre précédent, les prix de l'alimentation repartent fortement à la hausse (+5,2 %) expliquant l'essentiel de l'évolution trimestrielle de l'IPC. Les prix de l'énergie continuent également de progresser (+2,6 %) tout comme ceux des services (+0,5 %).

**En glissement annuel, l'inflation accélère nettement** (+2,0 % contre +0,9 % au 4<sup>e</sup> trimestre et +0,7 % au 3<sup>e</sup> trimestre), et atteint son niveau le plus élevé depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2010. Les hausses de prix sont désormais importantes pour toutes les catégories (hormis les produits manufacturés) : +13,1 % pour l'énergie, +3,4 % pour l'alimentation et +1,3 % pour les services.



Source : ISEE, données mensuelles

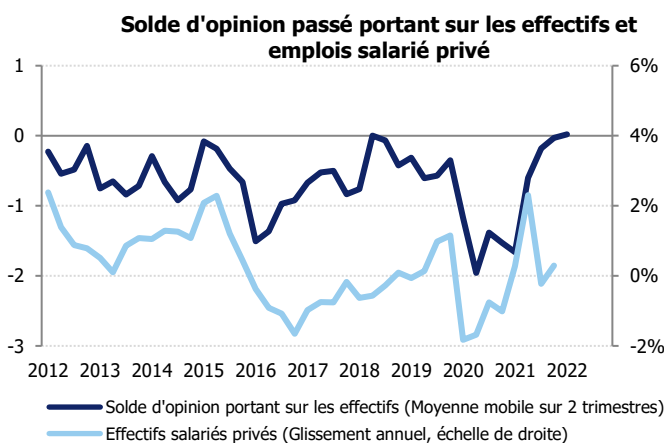
L'ampleur des pressions inflationnistes observées au niveau mondial est susceptible d'accélérer la dynamique observée localement à travers les importations. Il s'agit d'**une source de préoccupation** : 93 % des entreprises interrogées disent subir une hausse des prix des entrants et 80 % d'entre elles prévoient d'augmenter leur prix en conséquence.

## L'emploi salarié privé en deçà de son niveau pré-covid

Les chiffres du 4<sup>e</sup> trimestre indiquent que l'emploi salarié privé stagne (+0,49 % sur trois mois, après une baisse de 1,1 % au 3<sup>e</sup> trimestre) et n'a toujours pas retrouvé son niveau pré crise-covid (65 604 contre 66 075 au 4<sup>e</sup> trimestre 2019).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, près d'une entreprise sur 4 indique avoir procédé à des recrutements (1 sur 5 au trimestre précédent) alors que seulement 4,3 % d'entre elles ont été contraintes de licencier. Près de 50 % des entreprises déclarent n'avoir pris aucune mesure concernant l'emploi.

Au prochain trimestre 85 % des entreprises prévoient une stabilisation ou une hausse de leurs effectifs, laissant espérer une légère amélioration du marché de l'emploi. Les difficultés de recrutement apparaissent cependant comme un frein pour de nombreuses entreprises.



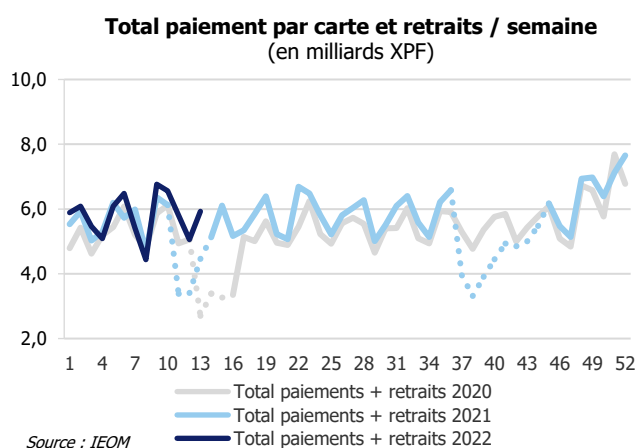
Source : ISEE, IEOM

## Progression de la consommation des ménages

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, en dépit d'une hausse des prix qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages, **les dépenses de consommation courantes restent vigoureuses**. Les paiements par carte bancaire et les retraits de billets sont en effet en hausse de 10,2 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 (+13,3 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020).

Après une chute au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, la production de crédits à la consommation rebondit (+19,3 % sur trois mois) atteignant un plus haut historique. Dans son sillage, **les immatriculations de véhicules particuliers neufs** progressent également (+11,6 % sur un trimestre, données CVS).

Signe potentiel de fragilisation financière des ménages, les découverts sont en augmentation (+16% sur le trimestre). Pour autant, à ce stade, le niveau **des indicateurs de vulnérabilités** (incidents de paiements sur chèques, retraits de cartes bancaires, personnes physiques interdites bancaires) ne se dégrade pas sur l'année.

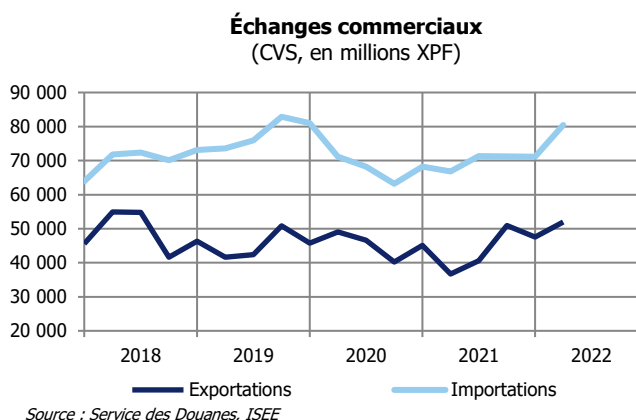


## Croissance des échanges extérieurs

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, **les échanges extérieurs** augmentent en valeur. Les **exportations** progressent de 9,3 % par rapport au trimestre précédent (données CVS) grâce aux bonnes performances du secteur nickel qui bénéficie d'un environnement de marché favorable.

Profitant notamment de la bonne tenue de la consommation des ménages, les **importations** sont également orientées à la hausse (+13,1 % sur un trimestre, CVS). Cette évolution s'explique en partie par l'inflation qui vient renchérir le coût des importations.

Comme les importations progressent plus vite que les exportations, le **déficit commercial** se creuse de 20,8 % par rapport au trimestre précédent. Le taux de couverture des importations par les exportations se dégrade également et perd 2,3 points.



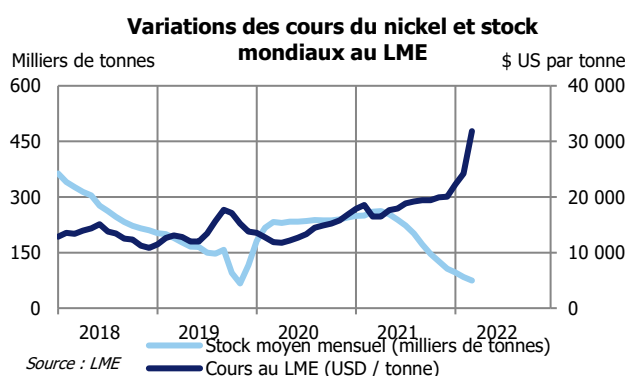
## Des situations sectorielles contrastées

En début d'année 2022, en dépit d'une mutation des incertitudes (les contraintes sanitaires s'éloignent mais les difficultés d'approvisionnements et les hausses de prix se renforcent), les entreprises calédoniennes bénéficient globalement d'un environnement économique plus favorable. Interrogées sur les prévisions d'évolution de leur chiffre d'affaires, elles anticipent une progression de celui-ci pour l'année 2022 : + 9,0 % en moyenne. Si les services et l'industrie anticipent un chiffre d'affaires relativement stable, d'autres secteurs s'attendent à une croissance : +27 % pour le secteur touristique et +12 % pour le secteur primaire. Pour le BTP, les évolutions sont plus hétérogènes, les chefs d'entreprise interrogés prévoient néanmoins une progression moyenne de 3,6 % de leur chiffre d'affaires.

## Un contexte plus favorable pour le secteur du nickel

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, **le cours du nickel atteint des sommets** avec 26 100\$ en moyenne sur le trimestre (+31,8 % par rapport au trimestre précédent). En mars, le London Market Exchange affiche un cours de 31 840 \$/tonne, soit un niveau qui n'a pas été atteint depuis 14 ans. Un bref record au-delà des 100 000 dollars la tonne a même été enregistré le 8 mars. Cette forte hausse s'explique en partie par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'un des premiers producteurs de nickel au monde.

Parallèlement, **les stocks continuent à baisser** (-33 % sur un trimestre et -67 % sur un an), signe d'une relance de la demande post-pandémie.



Cependant, les producteurs calédoniens ne peuvent pleinement profiter de la hausse des cours mondiaux en raison de contraintes locales (intempéries, problèmes sociaux, difficultés d'approvisionnements énergétiques). Ainsi **l'extraction minière continue de décroître** avec un recul de 21 % sur trois mois. On note cependant une nette amélioration par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (+ 70,9 %).

**La production de nickel « métal » a de son côté augmenté de 15,7 %** (+75,8 % sur un an), tirée par une hausse de 120,7 % de la production de NHC liée à la reprise d'activité dans l'usine du Sud (après un arrêt pour maintenance). La production de ferronickel baisse très légèrement (-2,7 % sur 3 mois après une augmentation de 28,7 % au trimestre précédent).

**La valeur des exportations minières connaît une forte augmentation en glissement annuel** (+179,6 %), bien qu'elle diminue sur le trimestre (-39,8 %). Les exportations de métal, quant à elles, augmentent de 94,4 % en valeur sur un an (+28,3 % en trois mois), poussées par la **hausse des cours et des volumes**.

### Des perspectives incertaines dans le BTP

Les professionnels du BTP jugent plus favorablement leur activité au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Le solde d'opinion portant sur celle-ci repasse au-dessus de sa moyenne de longue période. De même, si elle reste à un niveau faible, la consommation de ciment augmente pour le 2<sup>e</sup> trimestre consécutif (+4,7 % sur trois mois, données CVS).

En revanche, **l'envolée des prix des matériaux de construction se poursuit** (+6,2 % sur un an pour l'index BT 21) et pèse sur les entreprises, notamment sur celles qui ne peuvent répercuter ces hausses (souvent pour des raisons contractuelles). Par ailleurs, les professionnels constatent **des difficultés croissantes d'approvisionnements** pour leurs intrants engendrant parfois des risques de pénuries.

### Un espoir de reprise touristique

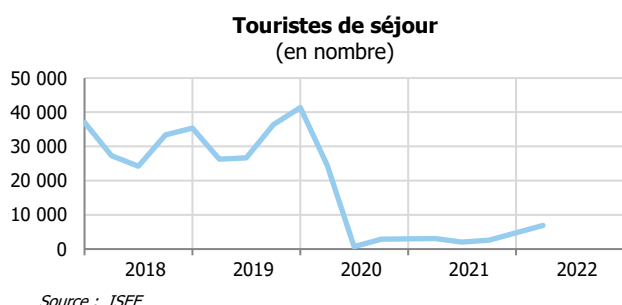
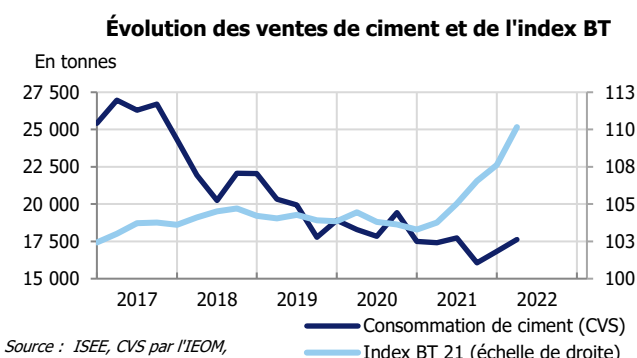
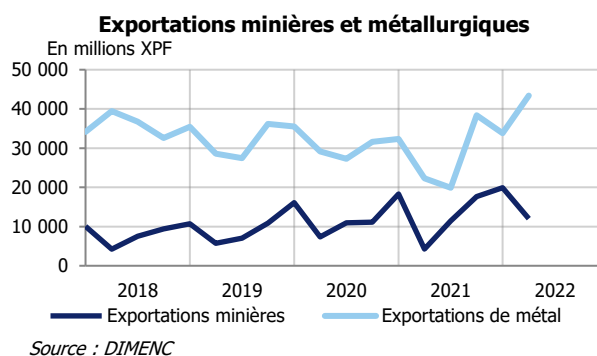
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, la période des vacances scolaires puis l'allègement des restrictions sanitaires favorisent un début de reprise d'activité. Après un 4<sup>e</sup> trimestre 2021 au plus bas depuis le début de la pandémie, **le trafic aérien interne s'accroît significativement** au 1<sup>er</sup> trimestre (+50 818 passagers soit une multiplication par 2,6 sur trois mois).

**La fréquentation touristique internationale demeure encore limitée** à ce stade : elle s'établit à 6 901 touristes au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, dont 2/3 de métropolitains. Grâce à la reprise des vols commerciaux avec la métropole et l'outre-mer, elle progresse par rapport à la même période l'année dernière (3 085 touristes au 1<sup>er</sup> trimestre 2021), mais reste encore très nettement en deçà de la période précédant la crise sanitaire (26 323 au 1<sup>er</sup> trimestre 2019). La réouverture de liaisons aériennes avec des pays émetteurs de la zone (Australie, Nouvelle-Zélande), ainsi que l'ouverture d'une nouvelle liaison avec Singapour devraient toutefois conduire à une augmentation progressive de ces flux.

### Un secteur primaire pénalisé par les intempéries

Comme en fin d'année 2021, le 1<sup>er</sup> trimestre 2022 est marqué par **une pluviométrie très élevée** qui freine la production du secteur primaire (en données CVS). Tandis que la filière végétale (principalement le maraîchage) peine à alimenter les étals, la filière élevage connaît une modeste croissance (+5,9 % pour les abattages de bovins et +8,3 % pour les abattages de porcins sur un trimestre). Après une année 2021 délicate la filière aquacole bénéficie d'un redémarrage progressif des commandes internationales. L'activité de la filière pêche est également en hausse (+12,9 % sur trois mois pour les tonnages débarqués par les palangriers et +7,8 % pour les exportations de thons en volume).

Cependant, le **renchérissement des coûts des intrants s'accroît et pèse sur les entreprises du secteur** : l'IPAMPA<sup>1</sup> qui mesure les variations de ces prix augmente de 1,4 % sur un trimestre et de 5,2 % sur un an.



<sup>1</sup> L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole

## Conjoncture internationale et régionale **LA DYNAMIQUE DE REPRISE EST AFFAIBLIE PAR L'ACCROISSEMENT DES INCERTITUDES**

Selon les estimations publiées par le FMI en avril 2022, le **PIB mondial** a progressé de 6,1 % en 2021. Les ruptures d'approvisionnement et la dégradation de la situation sanitaire dans plusieurs pays ont finalement eu un impact modéré sur la croissance mondiale. Pour 2022, le FMI table sur une augmentation du PIB mondial de 3,6 %, soit un rythme nettement inférieur à ce qui avait été anticipé six mois plus tôt (-1,3 point). Cette révision est en particulier liée à la guerre en Ukraine qui a des répercussions économiques importantes à l'échelle mondiale, notamment sur le niveau des prix de l'énergie et de certaines denrées alimentaires.

Aux **États-Unis**, le PIB s'est contracté de 0,4 % au premier trimestre 2022, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,7 % au quatrième trimestre 2021. Alors que la consommation des ménages et l'investissement continuent de progresser sur le trimestre, le recul du PIB s'explique par le déstockage opéré par les entreprises, la réduction des dépenses publiques et surtout la nette augmentation du déficit commercial, liée notamment aux importations de pétrole. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 3,7 % sur l'ensemble de l'année.

Dans **la zone euro**, le PIB a progressé de 0,6 % au premier trimestre 2021 après une hausse de 0,2 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des exportations alors que la consommation des ménages recule, grevée par une inflation qui s'est élevée à 7,4 % à fin mars dans la zone euro. Le taux de chômage continue quant à lui de baisser, pour s'établir à 6,8 % à fin mars, contre 8,2 % un an plus tôt. Sur l'ensemble de l'année, le PIB pourrait croître de 2,8 % selon le FMI.

D'après l'Insee, le PIB de la **France** a reculé de 0,2 % au premier trimestre 2022 après une croissance de 0,4 % au trimestre précédent. Cette contraction s'explique principalement par la nette baisse de la consommation des ménages (-1,5 %) tandis que l'investissement des entreprises progresse de 0,6 %. La hausse des exportations (+1,2 %) est quant à elle supérieure à celle des importations (+0,5 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 3,4 % dans le scénario conventionnel et de 2,8 % dans le scénario dégradé sur l'ensemble de l'année 2022.

Au **Japon**, le PIB a baissé de 0,1 % au premier trimestre 2022 après une augmentation de 1,0 % au quatrième trimestre 2021. Ce recul provient essentiellement d'une hausse du déficit commercial alors que la demande intérieure a progressé de 0,2 %, tirée par l'investissement privé. Pour l'ensemble de l'année 2022, le FMI anticipe une croissance du PIB de 2,4 %.

Enfin, les **pays émergents et en développement** pourraient voir leur PIB croître de 3,8 % en 2022. Obérée par les restrictions sanitaires strictes, la croissance chinoise serait limitée à 4,4 % tandis que la Russie, dans le contexte de la crise en Ukraine, enregistrerait un recul sensible de son PIB (-8,5 %). À l'inverse, la croissance devrait demeurer soutenue en Inde (+8,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 juin 2022.

## **L'INFLATION N'ÉPARGNE PAS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE**

L'inflation atteint des sommets dans de nombreux pays, le conflit entre l'Ukraine et la Russie ayant un fort impact au niveau mondial sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires, ainsi que les confinements en Chine qui perturbent les circuits d'approvisionnement.

En **Australie**, la croissance du PIB est de 4,7 % en glissement annuel entre décembre 2020 et 2021 et devrait, en 2022, progresser de 4,2 % selon les dernières prévisions du FMI. Les prix à la consommation augmentent de 5,1 % en glissement annuel au premier trimestre 2022 du fait des hausses importantes des prix des logements neufs (+5,7 %) et du carburant (+11,0 %). Le taux de chômage continue quant à lui de baisser pour atteindre un taux de 3,9 %, son niveau le plus bas depuis plus de 10 ans, engendrant des pénuries de main-d'œuvre pour certains secteurs.

Le **PIB néo-zélandais** augmente de 5,6 % en 2021 et les projections du FMI pour 2022 sont de 2,7 %. La Nouvelle-Zélande est aussi victime de tensions inflationnistes : son IPC augmente de +6,9 % en glissement annuel au premier trimestre 2022, du fait principalement de la hausse des dépenses liées au logement (+8,6 %), des transports (+14 %) et de l'alimentation (+6,7 %). Sur la période, le taux de chômage se stabilise à 3,2 %, soit le taux le plus bas depuis 1986, entraînant une hausse des salaires annuels de 2,6 %. Dans ce contexte, la Reserve Bank of New Zealand, qui a commencé à durcir sa politique monétaire dès le dernier trimestre 2021, a augmenté son principal taux directeur, l'Official cash rate, de 0,75 % à 1 % en février.

L'**Indonésie** voit la croissance de son économie accélérer au premier trimestre 2022, +5 % en glissement annuel, après 3,5 % au trimestre précédent, stimulée par l'essor des exportations (+16,2 %). Productrice de premier plan de matières premières, telles que le charbon, le nickel ou l'huile de palme, elle a tiré parti de la hausse des cours mondiaux. La consommation des ménages (+4,3 %) a également contribué à la tendance, en dépit de la circulation active du variant Omicron au cours du premier trimestre 2022. Au premier trimestre 2022, la Bank Indonesia a choisi de maintenir ses taux directeurs, inchangés depuis juin 2016, afin de soutenir la reprise économique, estimant qu'avec un indice des prix à la consommation à +2,6 % en glissement annuel en mars, l'inflation conservait un niveau encore acceptable.

Aux **îles Fidji**, l'indice des prix à la consommation s'affiche à +4,7 % en glissement annuel en mars 2022 (+3 % en décembre 2021), impacté par la hausse des prix de carburants (+8,4 % sur les prix du transport) et des matières premières, les problèmes d'approvisionnement et les catastrophes naturelles. Le cyclone Cody, survenu en janvier, a compromis les récoltes, notamment de fruits et légumes locaux. Par conséquent, les prix des produits alimentaires et des transports, augmentent de respectivement 8 % et 8,4 %.

Sources : FMI, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Bank Indonesia, Fiji Bureau of Statistics